



" Les élites ont trop fait confiance au capitalisme "

Olivier Blanchard, ancien chef économiste du FMI, n'exclut pas une sortie désordonnée de l'Italie de l'euro

Face à la montée du populisme, les gouvernements doivent s'attaquer d'urgence aux inégalités, prévient Olivier Blanchard, économiste au Peterson Institute de Washington. Présent aux Rencontres économiques d'Aix-en-Provence vendredi 6 juillet, l'ancien chef économiste du Fonds monétaire international (FMI) s'inquiète également des fragilités de la monnaie unique.

Les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine menacent-elles la reprise mondiale ?

A court terme, le principal risque porte sur l'investissement. Face au comportement aussi imprévisible d'un dirigeant comme Donald Trump, la décision la plus rationnelle que les entreprises sont susceptibles de prendre est d'attendre. Au niveau macroéconomique, cela peut se traduire par une baisse de l'investissement de 1 ou 2 points de PIB : ce n'est pas rien, mais ce n'est pas catastrophique au point de déclencher une récession mondiale. A moyen terme, les conséquences sont bien plus préoccupantes, au regard de ce que cela pourrait signifier pour l'avenir et les relations internationales.

Une coalition entre extrême gauche et extrême droite vient d'accéder au pouvoir en Italie. Etes-vous inquiet ?

Oui. Nous ne savons pas encore si le gouvernement italien se concentrera sur la politique anti-migrants ou sur des réformes coûteuses, incompatibles avec les règles budgétaires européennes. Dans le cas où les investisseurs viendraient à douter fortement de la soutenabilité du budget, un scénario de sortie massive des capitaux du pays, trop conséquente pour que la Banque centrale européenne ou le Mécanisme européen de stabilité puissent faire quoi que ce soit, ne serait pas exclu. Il pourrait aboutir à une sortie désordonnée de l'euro.

Mais le danger ne se limite pas à l'Italie : le populisme est sous-jacent dans nombre de pays membres. Il n'est pas impossible que d'ici cinq ou dix ans, un autre gouvernement anti-système arrive au pouvoir, joue avec le feu et se brûle.

Le projet européen est-il menacé ?

Je ne suis pas trop inquiet pour l'Union européenne (UE), même si Bruxelles et ses fonctionnaires ont une image désastreuse auprès des citoyens. L'UE a été bâtie pour mettre fin à la guerre et construire la paix. Je ne suis pas convaincu qu'il soit nécessaire d'aller plus loin dans l'intégration, par exemple en matière sociale, pour poursuivre ce but.

L'euro est un projet différent, bien plus technocratique. Il est possible que dans les années à venir, un Etat estime que son salut est hors de la monnaie unique. La transition vers la sortie lui serait très coûteuse. Mais dans le pire des cas, l'UE survivrait à l'euro. Après tout, elle existait avant lui.

En dénonçant les excès de la globalisation, les populistes mettent le doigt sur un vrai problème...

D'une certaine façon, les élites politiques et économiques sont coupables de ne pas s'être assez préoccupées de la montée des inégalités. Elles ont trop fait confiance au capitalisme et au " consensus de Washington ", selon lequel le marché serait toujours bon. Mais ses effets collatéraux n'ont pas été corrigés par la redistribution ou l'aide à la reconversion pour les salariés, par exemple. L'ouverture totale des économies, sur le marché des biens comme sur le marché des capitaux, n'est peut-être pas la meilleure des options : si l'on ne s'en préoccupe pas, les populistes le feront, avec les conséquences que l'on sait.

Que faire pour freiner les inégalités ?

C'est un immense défi, et si l'on ne fait rien, il est très probable qu'elles continueront d'augmenter. Il faut travailler en amont, sur l'éducation, sur la formation professionnelle. Il faut augmenter le rôle de l'impôt négatif - *une forme d'allocation publique intégrée à l'impôt sur le revenu* - pour les travailleurs les plus pauvres, et travailler en aval, avec des impôts plus élevés sur la succession des plus riches. Mais comme pour le réchauffement climatique, j'ai peur que les politiques réagissent trop tard.

Comment éviter les destructions d'emploi liées au progrès technique ?

A l'avenir, deux scénarios sont possibles. Dans le premier, les robots seront possédés par un petit nombre de personnes, et beaucoup d'autres personnes seront au chômage. Dans le second, tout le monde possédera un robot et pourra en profiter pour travailler moins. En gros, l'enfer ou le paradis. Ce deuxième cas de figure exige que l'on évite la concentration des droits de propriété entre les mains d'un petit nombre, afin que le progrès technique profite à tous.

La hausse à venir des taux d'emprunt va-t-elle mettre en péril les finances publiques ?

Non, car en Europe, elle sera lente, progressive, et tout à fait supportable pour les Etats, sauf très mauvaise surprise. Tant que les taux resteront bas, le niveau des dettes ne sera pas un sujet. Pour d'autres raisons, la situation de certains pays émergents fragiles, comme l'Argentine ou la Turquie, est plus délicate. En cas de remontée plus forte que prévu des taux américains, ils

risquent d'être exposés à de violentes sorties de capitaux.

En la matière, les mouvements de capitaux à court terme sont délétères. Instaurer plus de contrôles éviterait que les pays un jour chouchoutés par les marchés soient désertés le lendemain par les investisseurs à court terme, sur une seule saute d'humeur.

Est-ce à dire que la finance a pris trop de place ?

La question est moins celle de sa taille que celle de pourquoi nous l'utilisons. Eviter ses excès exige une régulation plus forte. Nous pourrions augmenter le niveau de fonds propres des banques, limiter les opérations financières les plus risquées. Les établissements financiers pourraient le supporter sans problème.

Propos recueillis, par Marie Charrel, et Philippe Escande